

No. 37896

**Germany
and
France**

Administrative Arrangement between the Federal Ministry of Labour and Social Affairs of the Federal Republic of Germany and the Miistry of Employment and Solidarity of the French Republic on cooperation concerning the combating of undeclared work and transnational social security benefit fraud related to employment, and concerning the transnational biring of workers (witb annex).
Berlin, 31 May 2001

Entry into force: *31 May 2001 by signature, in accordance with article 11*

Authbentic texts: *French and German*

Authbentic text (annex): *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 4 December 2001*

**Allemagne
et
France**

Arrangement admiuistratif entre le Ministère de l'emploi et de la solidarité de la République française et le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération en matière de lutte contre le travail non déclaré et la fraude transnationale aux prestations sociales liées à une activité professionnelle et dans le domaine de la mise à disposition transnationale de travailleurs (avec annexe). Berlin, 31 mai 2001

Entrée en vigueur : *31 mai 2001 par signature, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et allemand*

Texte autbenticque (annexe) : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 4 décembre 2001*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF ENTRE LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE MIN-
ISTÈRE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES DE LA
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, RELATIF À LA COOPÉRA-
TION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL NON DÉCLARÉ
ET LA FRAUDE TRANSNATIONALE AUX PRESTATIONS SOCIALES
LIÉES À UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ET DANS LE DOMAINE
DE LA MISE À DISPOSITION TRANSNATIONALE DE TRAVAIL-
LEURS**

Le ministère de l'emploi et de la solidarité,

Le ministère fédéral du travail et des affaires sociales,

Désireux de mettre en oeuvre la résolution du 22 avril 1999 du conseil et des représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, "relative à un code de bonne conduite pour une meilleure coopération entre les autorités des États membres en matière de lutte contre la fraude transnationale aux prestations et aux cotisations de sécurité sociale, et le travail non déclaré et concernant la mise à disposition transnationale de travailleurs" ;

Prenant en compte les dispositifs d'entraide ou de coopération entre les services et les organismes compétents des deux États déjà respectivement prévus par le règlement (CEE) no 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et à leurs familles qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et la directive 96/71/CE du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ;

Prenant également en compte les dispositions de la directive 95/46 CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Estimant tout autant qu'il importe de renforcer et d'améliorer l'efficacité de cette coopération et, à cet effet, de préciser les conditions dans lesquelles les services et organismes compétents sont amenés à se concerter, la nature des informations qu'ils peuvent échanger et se transmettre ainsi que les modalités selon lesquelles ils procèdent à ces échanges ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article Ier : Objet de l'arrangement

Le présent arrangement a pour objet d'organiser une meilleure coopération entre les autorités des parties contractantes dans les matières suivantes :

- lutte contre la fraude transnationale aux cotisations et aux prestations de sécurité sociale liées à une activité professionnelle et d'assurance chômage ;

- lutte contre le travail non déclaré ;
- mise à disposition transnationale de travailleurs.

La définition du travail non déclaré, de la mise à disposition transnationale de travailleurs et de la fraude aux prestations et aux cotisations de sécurité sociale, est celle que prévoit la législation de chacune des parties contractantes.

Article 2 : Champ d'application territoriale de l'arrangement

1. Le présent arrangement s'applique à tous les départements européens et d'outre-mer de la République française.
2. Pour la République fédérale d'Allemagne, le présent arrangement s'applique à l'ensemble du territoire.

Article 3 : Détermination des services de contrôle compétents

1. Pour la République française, le présent arrangement s'applique aux services déconcentrés du ministère chargé du travail compétents pour le contrôle de la recherche d'emploi et à l'ensemble des agents de contrôle dans leurs missions d'inspection auxquels sont transmises, conformément aux normes en vigueur, les informations relatives aux prestations sociales.
2. Pour la République fédérale d'Allemagne, le présent arrangement s'applique aux services de l'office fédéral de l'emploi auxquels sont transmises, conformément aux normes en vigueur, les informations relatives aux prestations sociales.

Article 4 : Niveaux de la coopération

1. La coopération administrative et les échanges d'information se font au niveau des services visés à l'article 3.

Pour la République française, la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Alsace est compétente pour l'ensemble du champ d'application du présent arrangement, à l'exception de la Moselle.

La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Moselle est compétente pour les informations relevant de son département.

Pour la République fédérale d'Allemagne, le Landesarbeitsamt de la Rhénanie-Palatinat-Sarre est compétent pour l'ensemble du champ d'application du présent arrangement.

2. Il appartient aux services visés à l'article 3 de référer à leur autorité centrale de toute information d'une gravité ou d'une importance particulière relative à l'application du présent arrangement.

3. Les ministères s'informent directement et régulièrement des modifications essentielles des dispositions législatives et réglementaires intervenant dans le domaine d'application du présent arrangement.

Article 5 : Coordination

1. Des groupes de coordination transfrontaliers pourront être constitués en tant que de besoin au niveau régional pour examiner les problèmes non résolus au niveau local ou répondre aux questions d'application des textes, afin de mettre en œuvre la coopération comme le prévoit le présent arrangement.

Ces groupes veilleront à faire en sorte que les faits punissables transfrontaliers les plus importants soient examinés en vue de mettre en place des actions de prévention et de faciliter la constatation des infractions dans chacun des pays des parties contractantes.

2. Les administrations partenaires pourront échanger des collaborateurs en tant qu'observateurs.

Article 6 : Les échanges d'informations à la demande d'un service de contrôle

En tant que de besoin, les informations suivantes peuvent être échangées :

1. En ce qui concerne les entreprises :

- immatriculation et date d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce ;
- numéro d'identification de l'entreprise ;
- numéro d'affiliation aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) ;
- réalité de l'activité ;
- identité du responsable de l'entreprise (état civil et adresse) ;
- garantie financière, telle que prévue par la législation de chaque partie contractante pour les entreprises de travail temporaire ;
- contrat liant l'entrepreneur et le sous-traitant.

2. En ce qui concerne le salarié :

- nom, et nom d'usage le cas échéant ;
- prénoms ;
- date et lieu de naissance ;
- nationalité ;
- adresse ;
- situation familiale ;
- nature de l'occupation constatée ;
- périodes d'emplois : date de début et fin de travail ;
- durée hebdomadaire du travail ;
- montant du salaire ;
- nature et étendue des prestations sociales concernées ;
- date de déclaration d'embauche à l'organisme social compétent.

3. En ce qui concerne d'autres aspects :

- des données relatives aux demandeurs d'emplois qui bénéficient de prestations ;
- les informations concernant les salariés engagés par des entreprises ayant leur siège sur le territoire de l'une des parties contractantes et effectuant des prestations de service sur le territoire de l'autre partie contractante ;
- la liste des entreprises de travail temporaire installées sur le territoire de l'une ou de l'autre partie contractante ;
- les avis d'autorisation de mise à disposition de travailleurs ainsi que la prolongation de ces autorisations accordées aux entreprises de travail temporaire.

Article 7 : Information réciproque sur les suites données aux procédures

Conformément au droit interne qui leur est applicable, les services de contrôle visés à l'article 3 s'informent mutuellement et à intervalles réguliers :

- des faits punissables constatés ;
- des amendes ou autres sanctions et des pénalités ou autres mesures administratives, applicables aux faits constatés ;
- des suites judiciaires et administratives données.

Article 8 : Protection des données

1. Les informations et les documents transmis sont soumis au régime de protection des données issu notamment de la directive mentionnée dans le préambule.

2. Les données ne peuvent être utilisées par les services demandeurs que dans les conditions prévues par l'article 84 alinéa 5 du règlement CEE 1408/71 ;

3. Les informations visées aux articles 6, 7 et 8, paragraphe 4, ne sont échangées que conformément aux dispositions du droit interne. Pour la République française, les dispositions s'appliquent selon les modifications prévues à l'annexe du présent arrangement en ce qui concerne l'obligation de discrétion professionnelle.

4. Dans les cas d'emploi d'étrangers sans titre de travail un questionnaire est échangé entre les services compétents.

Article 9 : Contrôle de la validité des documents

Les parties contractantes se prêtent assistance conformément à leur droit interne pour déterminer la validité des documents sociaux et de travail remis par les employeurs ou les salariés lors d'un contrôle.

Article 10 : Commission mixte

Une commission mixte composée de représentants des services centraux et locaux du ministère chargé du travail de la République française et du ministère fédéral du travail et des affaires sociales et de l'office fédéral de l'emploi de la République fédérale d'Allemagne

se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par an afin d'évaluer les résultats obtenus et de traiter de toute question d'interprétation ou d'application de l'arrangement. La commission peut inviter des représentants d'institutions ou organismes relevant tant des parties contractantes que d'autres institutions et Etats membres de l'Union européenne intéressés à la réalisation des objectifs de l'arrangement à participer à ses travaux.

Article 11 : Entrée en vigueur de l'arrangement

Le présent arrangement administratif entre en vigueur le jour de sa signature.

Article 12 : Dénonciation de l'arrangement

Le présent arrangement est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par chacune des parties contractantes, au moyen d'une notification écrite à l'autre partie contractante. Cette dénonciation prend effet trois mois après sa notification.

Fait à Berlin, le 31 mai 2001.

En deux exemplaires originaux chacuns en langue française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le ministère de l'emploi et de la solidarité
de la République française :

ELISABETH GUIGOU
Ministre de l'emploi et de la solidarité

Pour le ministère fédéral du travail et des affaires sociales
de la République fédérale d'Allemagne :

WALTER RIESTER

ANNEXE

Pour l'application du présent arrangement, le ministre français chargé du travail lève l'obligation de discrétion professionnelle prévue par l'article 26 de la loi no 83-634 du 13 juillet 1983 portant statut général des fonctionnaires.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

**Verwaltungsvereinbarung
zwischen dem Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung
der Bundesrepublik Deutschland
und dem Ministerium für Beschäftigung und Solidarität
der Französischen Republik
über die Zusammenarbeit bei der Bekämpfung von nicht
angemeldeter Erwerbstätigkeit und des grenzüberschreitenden Missbrauchs
bei mit einer Erwerbstätigkeit verbundenen Sozialleistungen
sowie auf dem Gebiet der grenzüberschreitenden Leiharbeit**

Das Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung
der Bundesrepublik Deutschland
und
das Ministerium für Beschäftigung und Solidarität
der Französischen Republik –

in dem Wunsch, die Entschließung des Rates und der im Rat vereinigten Vertreter der Regierungen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union vom 22. April 1999 über einen „Verhaltenskodex für die Verbesserung der Zusammenarbeit der Behörden der Mitgliedstaaten bei der Bekämpfung des grenzüberschreitenden Missbrauchs bei Leistungen und Beiträgen der sozialen Sicherheit und von nicht angemeldeter Erwerbstätigkeit sowie bei grenzüberschreitender Leiharbeit“ umzusetzen.

unter Berücksichtigung der Bestimmungen über die gegenseitige Amtshilfe und die Zusammenarbeit zwischen den zuständigen

gen Stellen und Einrichtungen der beiden Staaten, die bereits durch die Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und durch die Richtlinie 96/71/EG vom 16. Dezember 1996 über die Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen vorgesehen sind,

ferner unter Berücksichtigung der Richtlinie 95/46/EG vom 24. Oktober 1995 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr,

in der Auffassung, dass es gleichwohl von Bedeutung ist, die Effizienz dieser Zusammenarbeit zu verstärken und zu verbessern, und dass zu diesem Zweck die Voraussetzungen, unter denen die zuständigen Stellen und Einrichtungen Veranlassung

haben, sich abzustimmen, die Art der Informationen, die sie austauschen und sich gegenseitig übermitteln können, sowie die Modalitäten, nach denen sie diesen Austausch vornehmen, zu präzisieren sind -

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Zweck der Vereinbarung

Zweck dieser Vereinbarung ist es, eine verbesserte Zusammenarbeit zwischen den Behörden der Vertragsparteien auf den folgenden Gebieten zu organisieren:

- Bekämpfung des grenzüberschreitenden Missbrauchs bei Beiträgen und Leistungen der sozialen Sicherheit, die mit einer Erwerbstätigkeit verbunden sind, und der Arbeitslosenversicherung.
- Bekämpfung der nicht angemeldeten Erwerbstätigkeit.
- grenzüberschreitende Leiharbeit.

Der Begriff der nicht angemeldeten Erwerbstätigkeit, der grenzüberschreitenden Leiharbeit und des Missbrauchs bei Beiträgen und Leistungen der sozialen Sicherheit bestimmt sich nach dem Recht der jeweiligen Vertragspartei.

Artikel 2

Räumlicher Geltungsbereich der Vereinbarung

(1) Diese Vereinbarung gilt für alle europäischen und überseischen Departements der Französischen Republik.

(2) Für die Bundesrepublik Deutschland gilt diese Vereinbarung für das gesamte Hoheitsgebiet.

Artikel 3

Bestimmung der zuständigen Kontrollbehörden

(1) Für die Französische Republik gilt diese Vereinbarung für die dezentralisierten Dienststellen des für Arbeit zuständigen Ministeriums, die für die Überwachung der Arbeitssuche zuständig sind, und für alle Aufsichtsbeamten für deren Aufgaben in der Arbeitsaufsicht, denen nach dem geltenden Recht Angaben zu Sozialversicherungsleistungen übermittelt werden.

(2) Für die Bundesrepublik Deutschland gilt diese Vereinbarung für die Dienststellen der Bundesanstalt für Arbeit, denen nach dem geltenden Recht Angaben zu Sozialversicherungsleistungen übermittelt werden.

Artikel 4

Ebene der Zusammenarbeit

(1) Die Zusammenarbeit der Verwaltungen und der Informationsaustausch erfolgen auf der Ebene der in Artikel 3 genannten Dienststellen.

Für die Französische Republik ist die Direktion für Arbeit, Beschäftigung und Berufliche Bildung der Region Alsace für den gesamten Geltungsbereich dieser Vereinbarung mit Ausnahme des Departements Moselle zuständig.

Die Direktion für Arbeit, Beschäftigung und Berufliche Bildung des Departements Moselle ist für die Informationen zuständig, die ihr Departement betreffen.

Für die Bundesrepublik Deutschland ist das Landesarbeitsamt Rheinland-Pfalz-Saarland für den gesamten Geltungsbereich dieser Vereinbarung zuständig.

(2) Es obliegt den in Artikel 3 genannten Dienststellen, ihrer zentralen Behörde alle Informationen vorzulegen, die von besonderem Gewicht oder von besonderer Bedeutung für die Anwendung dieser Vereinbarung sind.

(3) Die Ministerien unterrichten sich unmittelbar und regelmäßig über wesentliche Änderungen der Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die im Anwendungsbereich der Vereinbarung erfolgen.

Artikel 5

Koordinierung

(1) Soweit erforderlich können grenzüberschreitende Koordinierungsgruppen auf regionaler Ebene eingerichtet werden mit dem Ziel, die auf lokaler Ebene nicht geklärten Probleme zu erörtern oder Fragen zur Anwendung der Texte zu beantworten, um die Zusammenarbeit wie in dieser Vereinbarung vorgesehen durchzuführen.

Diese Koordinierungsgruppen sorgen dafür, dass die wichtigsten grenzüberschreitenden Verstöße behandelt werden, um präventive Maßnahmen zu treffen und die Feststellung von Zuwiderhandlungen im Land der jeweiligen Vertragspartei zu erleichtern.

(2) Die Parterverwaltungen können Bedienstete als Hospitanten austauschen.

Artikel 6

Informationsaustausch auf Ersuchen einer Kontrollbehörde

Soweit erforderlich können folgende Informationen ausgetauscht werden:

1. zu den Unternehmen:

- Anmeldung und Tag der Eintragung in die Handwerksrolle oder das Handelsregister;
- Betriebsnummer;
- Mitgliedsnummer bei der Gemeinsamen Beitragseinzugsstelle der Träger der Sozialversicherung und der Familienleistungen (Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales URSSAF);
- tatsächliche Tätigkeit;
- Angaben zur Person des Verantwortlichen des Unternehmens (Personenstand und Anschrift);
- finanzielle Garantie bei Verleihunternehmen gemäß den Rechtsvorschriften der jeweiligen Vertragspartei;
- Vertrag zwischen Unternehmer und Subunternehmer;

2. zu den Beschäftigten:

- Name und gegebenenfalls Beiname;
- Vornamen;
- Geburtsdatum und Geburtsort;
- Staatsangehörigkeit;
- Anschrift;
- Familienstand;
- Art der festgestellten Beschäftigung;
- Zeitraum der Beschäftigung: Tag der Aufnahme und der Beendigung der Arbeit;
- wöchentliche Arbeitszeit;
- Höhe des Arbeitsentgelts;
- Art und Umfang der in Frage stehenden Sozialleistungen;
- Tag der Meldung der Einstellung des Beschäftigten bei der zuständigen Sozialversicherungsstelle;

3. zu weiteren Aspekten:

- Angaben zu den Arbeitssuchenden, die Leistungen beziehen;
- die Informationen über die Arbeitnehmer, die von Unternehmen mit Sitz im Hoheitsgebiet einer der Vertragspar-

- teien in Dienst genommen werden, welche im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei Dienstleistungen erbringen;
- die Liste der Verleihunternehmen, die ihren Sitz im Hoheitsgebiet einer der beiden Vertragsparteien haben;
 - die Bescheide über die Erteilung einer Verleiherlaubnis sowie die Verlängerung dieser an Verleihunternehmen erteilten Erlaubnisse.

Artikel 7

Gegenseitige Unterrichtung über den Fortgang von Verfahren

Die in Artikel 3 genannten Kontrollbehörden unterrichten sich gegenseitig in regelmäßigen Zeitabständen nach den für sie geltenden innerstaatlichen Rechtsvorschriften über

- festgestellte Verstöße,
- Geldstrafen oder andere Sanktionen und Bußgelder oder andere Verwaltungsmaßnahmen bei diesen Verstößen,
- das weitere gerichtliche und verwaltungsrechtliche Vorgehen.

Artikel 8

Datenschutz

(1) Die übermittelten Informationen und Unterlagen unterliegen den Regelungen über den Datenschutz, die insbesondere Ausfluss der in der Präambel genannten Richtlinie sind.

(2) Die Daten dürfen von den ersuchenden Stellen nur unter den in Artikel 84 Absatz 5 der Verordnung EWG 1408/71 genannten Voraussetzungen verwendet werden.

(3) Die Informationen nach Artikel 6, Artikel 7 und Artikel 8 Absatz 4 dürfen nur nach Maßgabe der innerstaatlichen Rechtsvorschriften ausgetauscht werden. Für die Französische Republik gelten die Rechtsvorschriften gemäß der in der Anlage dieser Vereinbarung vorgesehenen Änderung hinsichtlich der Pflicht zur Amtverschwiegenheit.

(4) Im Falle der Beschäftigung von Ausländern ohne Arbeitserlaubnis tauschen die zuständigen Stellen untereinander einen Fragebogen aus.

Artikel 9

Prüfung der Gültigkeit der Unterlagen

Zur Feststellung der Gültigkeit der sozial- und arbeitsrechtlichen Unterlagen, die von den Arbeitgebern oder den Arbeitnehmern bei einer Kontrolle vorgelegt werden, unterstützen die Vertragsparteien einander entsprechend ihren innerstaatlichen Rechtsvorschriften.

Artikel 10

Gemischte Kommission

Eine gemischte Kommission, die sich aus Vertretern des Bundesministeriums für Arbeit und Sozialordnung und der Bundesanstalt für Arbeit der Bundesrepublik Deutschland und der zentralen und lokalen Dienststellen des für Arbeit zuständigen Ministeriums der Französischen Republik zusammensetzt, tritt, wenn es erforderlich ist, und mindestens einmal pro Jahr zusammen, um die erzielten Ergebnisse zu evaluieren und alle Fragen der Auslegung oder Anwendung der Vereinbarung zu behandeln. Die Kommission kann Vertreter von Trägern oder Einrichtungen sowohl der Vertragsparteien als auch anderer Einrichtungen und anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die an der Erreichung der Ziele der Vereinbarung interessiert sind, einladen, an ihren Arbeiten teilzunehmen.

Artikel 11

Inkrafttreten der Vereinbarung

Diese Verwaltungsvereinbarung tritt am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Artikel 12

Kündigung der Vereinbarung

Diese Vereinbarung wird auf unbestimmte Zeit geschlossen. Sie kann von jeder der Vertragsparteien durch eine schriftliche Notifikation an die andere Vertragspartei gekündigt werden. Diese Kündigung wird drei Monate nach ihrer Notifikation wirksam.

Geschehen zu Berlin am 31. Mai 2001 in zwei Urkünften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für das Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung
der Bundesrepublik Deutschland

Walter Riester

Für das Ministerium für Beschäftigung und Solidarität
der Französischen Republik

Elisabeth Guigou

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ADMINISTRATIVE ARRANGEMENT BETWEEN THE FEDERAL MINISTRY OF LABOUR AND SOCIAL AFFAIRS OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND SOLIDARITY OF THE FRENCH REPUBLIC ON COOPERATION CONCERNING THE COMBATING OF UNDECLARED WORK AND TRANSNATIONAL SOCIAL SECURITY BENEFIT FRAUD RELATED TO EMPLOYMENT, AND CONCERNING THE TRANSNATIONAL HIRING-OUT OF WORKERS

The Ministry of Employment and Solidarity and

The Federal Ministry of Labour and Social Affairs,

Wishing to implement the resolution of 22 April 1999 of the Council and the representatives of the Governments of European Union member States meeting within the Council on a Code of Conduct for improved cooperation between the authorities of the member States concerning the combating of transnational social security benefit and contribution fraud, and undeclared work, and concerning the transnational hiring-out of workers;

Taking into account the arrangements for mutual assistance and cooperation between the competent services and bodies of the two States already provided for by regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons and their families moving within the Community and directive 96/71/EC of 16 December 1996 concerning the posting of workers in the framework of the provision of services;

Taking into account also the provisions of directive 95/46/EC of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data;

Considering it necessary, however, to strengthen and enhance the effectiveness of such cooperation and, to that end, to specify the conditions in which the competent services and bodies are required to work together, the nature of the information that they may exchange and transmit to each other and the means by which they may conduct such exchanges;

Have agreed on the following provisions:

Article I: Purpose of the arrangement

The present arrangement is designed to ensure better cooperation between the authorities of the Contracting Parties in the following areas:

Combating transnational social security benefit and contribution fraud related to employment and unemployment insurance;

Combating undeclared work;

Transnational hiring-out of workers.

The definition of undeclared work, transnational hiring-out of workers and social security benefit and contribution fraud shall be that given in the legislation of each of the Contracting Parties.

Article 2: Territorial sphere of application of the arrangement

1. The present arrangement shall apply to all the European and overseas departments of the French Republic.
2. For the Federal Republic of Germany, the present arrangement shall apply to the entire territory.

Article 3: Determination of the competent supervisory services

1. For the French Republic, the present arrangement shall apply to the decentralized services of the Ministry of Labour competent to supervise job searches and to all supervisory agents in their inspection missions to whom information concerning social benefits is transmitted, in accordance with the norms in force.

2. For the Federal Republic of Germany, the present arrangement shall apply to the services of the federal employment office to which information concerning social benefits is transmitted, in accordance with the norms in force.

Article 4: Levels of cooperation

1. Administrative cooperation and information exchanges shall occur at the level of the services referred to in article 3.

For the French Republic, the regional labour, employment and vocational training division of Alsace shall be competent as regards the entire sphere of application of the present arrangement, with the exception of Moselle.

The departmental labour, employment and vocational training division of Moselle shall be competent as regards information pertaining to that department.

For the Federal Republic of Germany, the Landesarbeitsamt Rheinland-Pfalz-Saarland shall be competent as regards the entire sphere of application of the present arrangement.

2. The services referred to in article 3 shall be responsible for reporting to their central authorities any serious or particularly important information concerning the application of the present arrangement.

3. The ministries shall be kept directly and regularly informed about essential changes to laws and regulations that fall within the sphere of application of the present arrangement.

Article 5: Coordination

1. Transnational coordination groups may be established as necessary at the regional level to consider problems unresolved at the local level or to respond to questions concern-

ing the application of texts, in order to promote cooperation as provided for by the present arrangement.

These groups shall ensure that major transnational violations are investigated in order to organize preventive actions and facilitate the detection of offences in each of the Contracting Parties.

2. The partner administrations may exchange staff as observers.

Article 6: Exchanges of information at the request of a supervisory service

As necessary, the following information may be exchanged:

1. Concerning companies:

Registration and date of inclusion in the business directory or trade register;

Company identification number;

Membership number in Associations for the Collection of Social Security Contributions and Family Allowances (URSSAF);

Nature of activities;

Details regarding the company's chief executive officer (civil status and address);

Financial guarantee, as required under the legislation of each Contracting Party, for temporary employment agencies;

Contract between the company and subcontractor.

2. Concerning the salaried worker:

Name and customary name if necessary;

First and middle names;

Date and place of birth;

Nationality;

Address;

Family status;

Type of occupation;

Employment dates: commencement and conclusion of work;

Hours worked per week;

Salary;

Nature and scope of social benefits involved;

Date of employment declaration to the relevant social service.

3. Concerning other aspects:

Data concerning job-seekers who receive benefits;

Information on salaried workers hired by companies that have their headquarters in the territory of one of the Contracting Parties and provide services in the territory of the other Contracting Party;

List of temporary employment agencies established in the territory of either Contracting Party;

Permits for the hiring-out of workers as well as the extension of such permits granted to temporary employment agencies.

Article 7: Reciprocal reporting on follow-up to procedures

In accordance with the relevant domestic laws, the supervisory services referred to in article 3 shall report to each other at regular intervals:

Violations detected;

Fines or other sanctions and penalties or other administrative measures applicable to the detected violations;

Judicial and administrative follow-up.

Article 8: Data protection

1. The information and documents transmitted shall be subject to the data protection regime established, in particular, in the directive referred to in the preamble.

2. The data may be used by requesting services only in the conditions specified in article 84, paragraph 5, of regulation (EEC) No. 1408/71.

3. The information referred to in articles 6, 7 and 8, paragraph 4, may be exchanged only in accordance with the provisions of domestic law. For the French Republic, the provisions shall apply with the modifications specified in the annex to the present arrangement concerning the obligation of professional confidentiality.

4. In cases of employment of aliens without a work permit, a questionnaire shall be exchanged between the competent services.

Article 9: Verification of document validity

The Contracting Parties shall assist each other in accordance with their domestic law in determining the validity of the social and employment documents provided by employers or salaried workers during an inspection.

Article 10: Joint commission

A joint commission consisting of representatives of the central and local services of the Ministry of Labour in the French Republic and of the Federal Ministry of Labour and Social Affairs and the federal employment office in the Federal Republic of Germany shall meet as necessary and at least once a year to evaluate the results achieved and deal with any questions concerning the interpretation or implementation of the arrangement. The commission may invite representatives of institutions or organizations from the Contracting Parties, as well as of other institutions and European Union member States interested in implementing the objectives of the arrangement, to participate in its work.

Article 11: Entry into force of the arrangement

The present administrative arrangement shall enter into force on the date of its signature.

Article 12: Termination of the arrangement

The present arrangement shall be concluded for an indefinite period. It may be terminated by either of the Contracting Parties by written notification to the other Contracting Party. Such termination shall take effect three months after its notification.

DONE at Berlin on 31 May 2001 in two original copies each in French and German, both texts being equally authentic.

For the Ministry of Employment and Solidarity of the French Republic

ELISABETH GUIGOU
Minister of Employment and Solidarity

For the Federal Ministry of Labour and Social Affairs of the Federal Republic of Germany

WALTER RIESTER

ANNEX

For the application of the present arrangement, the French Minister of Labour waives the obligation of professional confidentiality established in article 26 of Act No. 83-634 of 13 July 1983 containing the general civil service statute.